

# Talus

la revue de pressqu'hebdomadaire

letalus.org

"La vérité est un miroir tombé de la main de Dieu et qui s'est brisé. Chacun

en ramasse un fragment et dit que toute la vérité s'y trouve"

Djalâl ad-Din Rûmî (1207 - 1273).

"Ne jamais consentir à être tout à fait à l'aise avec ses propres évidences".

Maurice Merleau-Ponty (14 mars 1908 - 3 mai 1961).

" & c'est pas du gâteau !"

le Talus.

## Julian Assange : déclaration de Nils Melzer

1<sup>er</sup> novembre 2019

<a href="#">Source</a>	<a href="#">Des précisions</a> sur la nomination & le rôle du " rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants "
------------------------	---

Julian a déjà fait " la Une " de pas mal de Talus :

7 juin ; 23 juin ; 30 juin ; 14 juillet ; 4 août ; 15 août ; 23 septembre ; 30 septembre ; 30 octobre, autant dire presque tous. Avec en plus une annexe qui lui était dédiée le 27 octobre & celle-ci. Bizarre obsession du rédac'chef ! Ou alors, quoi ? C'est une bonne question, faut continuer à se la poser...

Contrairement à la soupe que continuent à servir les media dominants, Julian n'a jamais été accusé de viol, au sens que nous donnons à ce mot, mais soupçonné d'un délit sexuel mineur (à la suite de deux plaintes plutôt étranges) & les poursuites abandonnées, reprises... Voir "[Accusations suédoises](#)" : [Déposition de Julian Assange - 14/15 novembre 2016](#), entre autres.

À la soupe !

<https://www.20minutes.fr/monde/2599731-20190909-suede-deux-nouveaux-temoins-entendus-enquete-viol-contre-julian-assange>

Le récit de deux nouveaux témoins a été versé au dossier de l'affaire Julian Assange, a annoncé le parquet ce lundi. Le fondateur de WikiLeaks est poursuivi en Suède pour un viol présumé commis en 2010.

<https://www.msn.com/fr-fr/actualite/monde/julian-assange-confus-et-bredouillant->

[devant-la-justice-%C3%A0-londres/ar-AAJ6YJq](#)

En 2012, Julian Assange, qui faisait l'objet de poursuites en Suède pour viol, s'était réfugié dans l'ambassade d'Equateur (sic) à Londres pour éviter d'être extradé vers la Suède

<https://www.ouest-france.fr/monde/julian-assange/julian-assange-desorienté-et-bredouillant-devant-la-justice-londres-6575269>

En 2012, Julian Assange, qui faisait l'objet de poursuites en Suède pour viol [...]

Mais comment douter de l'affirmation de Nils Melzer :

[...] À mon avis, cette affaire n'a jamais porté sur la culpabilité ou l'innocence de M. Assange, mais sur le fait de lui faire payer la dénonciation des graves méfaits du gouvernement (étasunien, NdTalus), y compris les crimes de guerre et la corruption présumés. [...]

Un petit rappel (ça date de 2003) :

Aujourd'hui l'administration américaine a mis en application sa menace de couper une aide militaire qui s'élève à plus de 82 millions de dollars US à 32 pays ayant résisté aux pressions visant à garantir que les nationaux américains ne seront jamais poursuivis devant la Cour pénale internationale (CPI).

Un autre (de septembre 2018) :

« Si la Cour (pénale internationale NdTalus) s'en prend à nous, a averti M. bolton, nous n'allons pas rester silencieux. »

« Nous allons interdire à ses juges et procureurs l'entrée aux Etats-Unis (sic). Nous allons prendre des sanctions contre leurs avoirs dans le système financier américain et nous allons engager des poursuites contre eux dans notre système judiciaire, a-t-il promis. Nous ferons la même chose pour toute entreprise ou Etat (sic) qui assiste une enquête de la CPI sur les Etats-Unis (sic), et nous prendrons note si des pays coopèrent avec les enquêtes de la CPI sur les Etats-Unis (sic) et leurs alliés. »

C'est moi qui graisse & souligne : sur quelles bases juridiques ? Pour ces gens là, rien ne compte que leur domination, quelles que soient les injustices, les horreurs à faire subir aux réfractaires à celle-ci. On pourrait penser que s'ils n'avaient rien à cacher ni à se reprocher... d'ailleurs, selon l'ign euh non, elle a rien à faire ici. I hope they love their children too ㄟㄟ (j'espère qu'eux aussi aiment leurs enfants, pour paraphraser Sting), heureusement que tous les étasuniens ne sont pas comme ce " nous ".

UN expert on torture sounds alarm again that Julian Assange's life may be at risk

GENEVA (1 November 2019) - The UN Special Rapporteur on torture, Nils Melzer, has expressed alarm at the continued deterioration of Julian

L'expert de l'ONU sur la torture sonne à nouveau l'alarme et déclare que la vie de Julian Assange pourrait être en danger.

GENÈVE (1<sup>er</sup> novembre 2019) - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, a exprimé son inquiétude face à la détérioration continue

Assange's health since his arrest and detention earlier this year, saying his life was now at risk.

Mr. Assange was sent to a UK high-security prison on 11 April 2019 where he continues to be held in connection with a US extradition request on espionage charges for having exposed evidence for US war crimes and other misconduct in Iraq and Afghanistan. "While the US Government prosecutes Mr. Assange for publishing information about serious human rights violations, including torture and murder, the officials responsible for these crimes continue to enjoy impunity," said Melzer.

The Special Rapporteur and his medical team visited the imprisoned Wikileaks founder in May and reported that he showed "all the symptoms typical for prolonged exposure to psychological torture" and demanded immediate measures for the protection of his health and dignity.

"However, what we have seen from the UK Government is outright contempt for Mr. Assange's rights and integrity," Melzer said. "Despite the medical urgency of my appeal, and the seriousness of the alleged violations, the UK has not undertaken any measures of investigation, prevention and redress required under international law."

Under the Convention against Torture, States must conduct a prompt and impartial investigation wherever there is reasonable ground to believe that an act of torture has been committed. "In a cursory response sent nearly five months after my visit, the UK Government flatly rejected my findings, without indicating any willingness to consider my recommendations, let alone to implement them, or even provide the additional information requested," the UN expert said.

As predicted by Melzer, shortly after the Special Rapporteur's visit, Mr. Assange had to be transferred to the

de la santé de Julian Assange depuis son arrestation et sa détention au début de cette année, affirmant que sa vie était désormais en danger.

M. Assange a été envoyé dans une prison de haute sécurité du Royaume-Uni le 11 avril 2019, où il continue d'être détenu dans le cadre d'une demande d'extradition américaine pour espionnage pour avoir exposé des preuves de crimes de guerre et d'autres graves méfaits en Irak et en Afghanistan. "Alors que le gouvernement américain poursuit M. Assange pour avoir publié des informations sur de graves violations des droits de l'homme, y compris des actes de torture et des meurtres, les responsables de ces crimes continuent de jouir de l'impunité", a déclaré Melzer.

Le Rapporteur spécial et son équipe médicale ont rendu visite au fondateur de Wikileaks emprisonné en mai et ont indiqué qu'il présentait "tous les symptômes typiques d'une exposition prolongée à la torture psychologique" et exigé des mesures immédiates pour protéger sa santé et sa dignité.

"Cependant, ce que nous avons vu de la part du gouvernement britannique est un mépris total pour les droits et l'intégrité de M. Assange", a dit M. Melzer. "Malgré mon appel, l'urgence médicale et la gravité des violations alléguées, le Royaume-Uni n'a pris aucune des mesures d'enquête, de prévention et de réparation exigées par le droit international.

En vertu de la Convention contre la torture, les États doivent mener une enquête rapide et impartiale chaque fois qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis. "Dans une réponse superficielle envoyée près de cinq mois après ma visite, le gouvernement britannique a catégoriquement rejeté mes conclusions, sans indiquer la moindre volonté d'examiner mes recommandations, et encore moins de les mettre en œuvre, ou même de fournir les informations supplémentaires demandées", a déclaré l'expert des Nations Unies.

Comme l'avait prédit Melzer, peu après la visite du Rapporteur spécial, M. Assange a dû être transféré à l'unité de soins de santé

prison's health care unit. «He continues to be detained under oppressive conditions of isolation and surveillance, not justified by his detention status,” said Melzer, adding that having completed his prison sentence for violating UK bail terms in 2012, Mr. Assange was now being held exclusively in relation to the pending extradition request from the United States.

“Despite the complexity of the proceedings against him led by the world's most powerful Government, Mr. Assange's access to legal counsel and documents has been severely obstructed, thus effectively undermining his most fundamental right to prepare his defence,” said Melzer.

“The blatant and sustained arbitrariness shown by both the judiciary and the Government in this case suggests an alarming departure from the UK's commitment to human rights and the rule of law. This is setting a worrying example, which is further reinforced by the Government's recent refusal to conduct the long-awaited judicial inquiry into British involvement in the CIA torture and rendition programme.

“In my view, this case has never been about Mr. Assange's guilt or innocence, but about making him pay the price for exposing serious governmental misconduct, including alleged war crimes and corruption. Unless the UK urgently changes course and alleviates his inhumane situation, Mr. Assange's continued exposure to arbitrariness and abuse may soon end up costing his life.”

In his urgent appeal to the UK Government, the Special Rapporteur strongly recommended that Mr. Assange's extradition to the United States be barred, and that he be promptly released and allowed to recover his health and rebuild his personal and professional life.

de la prison. “Il continue d'être détenu dans des conditions oppressantes d'isolement et de surveillance, non justifiées par son statut de détenu”, a déclaré M. Melzer, ajoutant qu'après avoir purgé sa peine de prison pour violation des conditions de sa libération sous caution au Royaume-Uni en 2012, M. Assange était désormais détenu exclusivement en relation avec la demande d'extradition en instance des États-Unis.

“Malgré la complexité de la procédure engagée contre lui par le gouvernement le plus puissant du monde, l'accès de M. Assange à un avocat et à des documents juridiques a été gravement entravé, ce qui porte atteinte à son droit le plus fondamental de préparer sa défense”, a déclaré M. Melzer.

“L'arbitraire flagrant et soutenu dont ont fait preuve le pouvoir judiciaire et le gouvernement dans cette affaire suggère un écart alarmant par rapport à l'engagement du Royaume-Uni en faveur des droits humains et de l'État de droit. Cet exemple est inquiétant, d'autant plus que le gouvernement a récemment refusé de mener l'enquête judiciaire tant attendue sur la participation britannique au programme “torture et enlèvement (ou peut-être aveux ? je ne suis pas certain du sens de “rendition” ici) de la CIA.”

“À mon avis, cette affaire n'a jamais porté sur la culpabilité ou l'innocence de M. Assange, mais sur le fait de lui faire payer la dénonciation des graves méfaits du gouvernement, y compris les crimes de guerre et la corruption présumés. À moins que le Royaume-Uni ne change d'urgence de cap et n'améliore sa situation inhumaine, l'exposition continue de M. Assange à l'arbitraire et aux abus pourrait bientôt lui coûter la vie.”

Dans son appel urgent au Gouvernement britannique, le Rapporteur spécial a vivement recommandé que l'extradition de M. Assange vers les États-Unis soit interdite et qu'il soit rapidement libéré de manière à recouvrer la santé & reconstruire sa vie personnelle & professionnelle.

ENDS

*Mr. Nils Melzer, Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; is part of what is known as the Special Procedures of the Human Rights Council. Special Procedures, the largest body of independent experts in the UN Human Rights system, is the general name of the Council's independent fact-finding and monitoring mechanisms that address either specific country situations or thematic issues in all parts of the world. Special Procedures' experts work on a voluntary basis; they are not UN staff and do not receive a salary for their work. They are independent from any government or organization and serve in their individual capacity.*

*For more information and **media requests**, please contact Ms Sonia Cronin (+41 22 917 1543 / [scronin@ohchr.org](mailto:scronin@ohchr.org)).*

*For **media inquiries** related to other UN independent experts please contact:*

*Mr. Jeremy Laurence, UN Human Rights - Media Unit (+41 22 917 9383 / [jlaurence@ohchr.org](mailto:jlaurence@ohchr.org)).*

*Follow news on all the UN's independent human rights experts on Twitter [@UN\\_SPExperts](https://twitter.com/UNSPExperts).*

*Concerned about the world we live in? Then **STAND UP** for someone's rights today. #Standup4humanrights and visit the web page at <http://www.standup4humanrights.org>*

LIENS & PRÉCISIONS

M. Nils Melzer, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, fait partie des procédures spéciales (cibles des liens en anglais, NdTalus) du Conseil des droits de l'homme. Les procédures spéciales, le plus grand groupe d'experts indépendants du système des droits de l'homme de l'ONU, sont le nom général des mécanismes indépendants d'établissement des faits et de suivi du Conseil qui traitent soit de situations nationales spécifiques soit de questions thématiques dans toutes les parties du monde. Les experts des procédures spéciales travaillent sur une base volontaire ; ils ne font pas partie du personnel de l'ONU et ne reçoivent pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisme et siègent à titre personnel.

Pour de plus amples informations et demandes des médias, veuillez contacter Mme Sonia Cronin (+41 22 917 1543 / [scronin@ohchr.org](mailto:scronin@ohchr.org)).

Pour les demandes de renseignements des médias concernant d'autres experts indépendants de l'ONU, veuillez contacter :

M. Jeremy Laurence, Unité Droits de l'homme - Médias (+41 22 917 9383 / [jlaurence@ohchr.org](mailto:jlaurence@ohchr.org)).

Suivez l'actualité de tous les experts indépendants des droits de l'homme de l'ONU sur Twitter [@UN\\_SPExperts](https://twitter.com/UNSPExperts) (en anglais).

Inquiets quant au monde dans lequel nous vivons ? Alors DEBOUT pour les droits de la personne aujourd'hui.

#Standup4humanrights et visitez la page Web à l'adresse :

<https://www.standup4humanrights.org/fr/>

(en français)